INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 15 mars 2023**

**INFOS MACRO**

* Après le rebond d’hier qui est intervenu au sortir de cinq séances consécutives de baisse, les marchés actions européens ont de nouveau terminé dans le rouge, toujours secoué par la tempête bancaire. Le CAC 40 a chuté de 3,58% à 6 885,71 points, cédant 6,22% sur les cinq derniers jours mais restant en hausse de 6,4% depuis le début 2023. L'indice avait, rappelons-le, culminé en séance à 7 401,15 points le 6 mars. L’EuroStoxx50 a pour sa part baissé de 3,36% à 4034,92 points. Même panorama aux Etats-Unis avec un Dow Jones en repli de 2,11%.
* Après la chute de la banque californienne SVB en fin de semaine dernière et l'effet de contagion dans le secteur qui s'en est suivi, c'est un acteur de premier plan, Credit Suisse, qui a fait flancher ce mercredi les banques européennes.
* La Saudi National Bank, premier actionnaire de Credit Suisse avec 9,88% du capital, n'envisage pas d'engager plus d'argent pour soutenir l'établissement helvète, selon une interview du président de la banque saoudienne à Bloomberg.
* L'établissement helvète, qui a dévissé de 24% a affiché un nouveau plus bas historique.
* C'est dans ce contexte bien particulier plombé par l'effondrement des valeurs bancaires qu'intervient demain la décision de politique monétaire de la BCE, qui va inévitablement prendre en considération l'effondrement de SVB aux Etats-Unis et des craintes liées à Credit Suisse en Europe.

La hausse initialement attendue de 50% de base de ses taux directeurs va-t-elle tenir la corde ? Réponse d'ici demain après-midi...

* Au chapitre des statistiques, l'inflation en février en France a été révisée en hausse à 6,3%, tirée par l'envolée des prix des produits alimentaires
* La devise européenne recule de 1,83% à 1,0537 dollar en fin d'après-midi. La Fed risque de ne plus être la seule Banque centrale à devoir limiter le resserrement de sa politique monétaire en raison des difficultés de son secteur bancaire. La chute en Bourse de Credit Suisse a provoqué aujourd'hui une onde de choc dans l'ensemble du secteur des banques en Europe.
* Selon le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de ce mois de mars, l'offre mondiale de pétrole a bondi de 830 000 barils par jour (kb/b) en février pour atteindre 101,5 millions de barils (mb)par jour. L'AIE prévoit que les pays non membres de l'OPEP+ seront à l'origine d'une croissance de la production mondiale de 1,6 mb/jour cette année, suffisante pour répondre à la demande au premier semestre 2013, mais insuffisante au second semestre, lorsque les tendances saisonnières et la reprise en Chine devraient faire grimper la demande à des niveaux record.

Après une contraction de 80 kb/jour au quatrième trimestre 2022, la croissance de la demande mondiale de pétrole devrait s'accélérer fortement au cours de l'année 2023 passant de 710 kb/jour au premier trimestre 2023 à 2,6 mb/jour au quatrième trimestre 2023.

La croissance annuelle moyenne devrait passer de 2,3 mb/j en 2022 à 2 mb/jour, et la demande mondiale de pétrole devrait atteindre le niveau record de 102 mb/jour.

Sur les marchés pétroliers, le baril de WTI chute de plus de 5% à 67,40 dollars au plus bas depuis début décembre 2021. Les investisseurs craignent que les difficultés du secteur bancaire, avec aujourd'hui la chute de Credit Suisse ne dégradent les perspectives économiques.

* La production industrielle corrigée des variations saisonnières a augmenté de 0,7% janvier dans la zone euro et de 0,3% dans l'Union européenne, par rapport à décembre 2022, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En décembre 2022, la production industrielle avait diminué de 1,3% dans la zone euro et de 0,6% dans l'UE. En janvier 2023 par rapport à janvier 2022, la production industrielle a augmenté de 0,9% dans la zone euro et de 1% dans l'UE.

Dans la zone euro en janvier 2023, par rapport à décembre 2022, la production des biens intermédiaires a augmenté de 1,5%, tandis que la production des biens d'investissement a diminué de 0,2%, celle des biens de consommation durables de 0,7%, celle de l'énergie de 0,8% et celle des biens de consommation non durables de 2,1%.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, celles liées au secteur bancaire ont accusé un fort recul : -12,18% pour Société Générale, - 10,11% pour BNP Paribas et - 5,21% pour Crédit Agricole.
* A contrario, Bolloré s'est hissé en tête du SBF 120 porté par une nette progression de 8%. Seules deux valeurs du CAC ont terminé dans le vert, Sanofi et Orange.
* TotalEnergies et Paprec, entreprise du recyclage plastique en France ont conclu un accord commercial à long terme pour développer la première filière française de recyclage chimique des déchets de films plastiques. Cet accord permet à TotalEnergies de sécuriser l'approvisionnement de la future usine de recyclage chimique de déchets plastiques de Grandpuits. Dans le cadre de cet accord, Citeo, principal éco-organisme en charge de la fin de vie des emballages ménagers français, fournira des déchets plastiques flexibles issus du tri des emballages post-consommation.
* Assystem (+2,84% à 43,40 euros) échappe à la baisse du marché grâce à l’annonce d’une accélération de la croissance interne cette année. Les résultats pour 2022 n’ont pas réservé de surprise, avec un résultat opérationnel d’activité consolidé en progression de 8,2% à 33 millions d’euros, soit une marge de 6,7% contre 6,8% en 2021. " Elle prend en compte les coûts de recrutement engagés en fin d'année pour assurer la croissance de l'activité, " a précisé le groupe d'ingénierie.

**ANALYSE**

* C'est, après les retraites, l'autre sujet sensible pour l'exécutif. Le coût du panier de courses continue de s'envoler en France. Ce mercredi, l'Insee a douché les espoirs d'une accalmie rapide sur ce front.

Dans une note de conjoncture au titre explicite « La croissance résiste, l'inflation aussi », l'institut de la statistique estime que la hausse des prix à la consommation dans l'Hexagone devrait revenir à un rythme de 5,4 % en juin en raison du reflux des prix du pétrole notamment. Un chiffre plus élevé de 0,4 point que celui qui était espéré début février.

L'évolution des prix à la consommation dépend des prix alimentaires « devenus depuis six mois le premier contributeur à l'inflation », explique l'Insee. Et des nouvelles hausses se profilent après les négociations tarifaires entre groupes alimentaires et distributeurs achevées le 1er mars.

« L'impact devrait être progressif », souligne l'Institut qui s'attend toutefois à un bond des prix de 15,4 % en juin, sur un an, dans les rayons. Une progression elle aussi plus forte que ce qui était envisagé le mois dernier (13,3 %). Ce mercredi, l'Insee a d'ailleurs déjà dû revoir à la hausse le chiffre de l’inflation en février, à 6,3% sur un an.

Les prix des biens manufacturés et surtout ceux des services tirés vers le haut (+3,5 %) par les coûts salariaux devraient eux aussi accélérer plus rapidement que prévu. L'inflation sous-jacente - d'où sont exclus les produits volatils comme l'énergie - grimperait ainsi à 6,4 % à fin juin. « Et il peut y avoir des surprises », admet Julien Pouget, chef du département de la conjoncture de l'Insee.

Conséquence de cette inflation persistante, les écarts se sont accrus entre les catégories de ménages. « Ils peuvent désormais atteindre 2,5 points », note l'Institut, quand ils étaient plutôt de 1 point en avril 2022. Les plus âgés, les habitants des communes rurales ainsi que les ménages les plus modestes sont les plus touchés. Pour les moins de 30 ans en revanche, l'inflation est inférieure de 1,5 point à la moyenne. La consommation d'énergie constitue toujours un facteur de disparité mais s'ajoute désormais aussi le poids de l'alimentation dans le budget.

L'Insee a également cherché à mesurer les effets de la flambée des prix sur les comportements. Les résultats sont édifiants : deux ménages sur trois déclarent avoir changé leurs habitudes de consommation depuis un an. En premier lieu, les ménages jeunes, modestes, les familles. S'agissant de l'alimentation, la réaction la plus fréquente est de diminuer les quantités achetées.

Depuis des mois, la consommation des ménages, premier moteur de la croissance française, pâtit des effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat. A la fin de l'an dernier, elle était ainsi 1,2 % inférieure à son niveau de fin 2021, de retour à son niveau d'avant le Covid-19. En ce début d'année, l'Insee n'anticipe qu'un faible rebond de 0,2 % au premier trimestre puis de 0,1 % au cours des trois mois suivants.

De fait, le pouvoir d'achat par unité de consommation devrait se replier de 0,8 % sur chacun des deux trimestres malgré le dynamisme des salaires. La remontée des taux d'intérêt devrait par ailleurs donner un coup de frein aux projets immobiliers des français. L'investissement des entreprises devrait en revanche rester soutenu.

Dans ce contexte, l'Institut a légèrement revu à la baisse sa prévision de croissance pour le premier trimestre du fait du recul de la production industrielle en janvier. Il table désormais sur une hausse modeste du PIB de 0,1 % sur la période, au lieu 0,2 %, puis sur une progression de 0,2 % au printemps.

A mi-année, l'acquis de croissance serait de 0,6 %. Un défi pour Bercy qui mise toujours sur une croissance de l'activité de 1 % en 2023. Ce qui nécessiterait une progression du PIB de 0,5 % au troisième et au quatrième trimestre, si les prévisions de l'Insee se réalisent.

**L’AGENDA DU 16 mars 2023**

**13h30 aux Etats-Unis**
Inscriptions hebdomadaires au chômage
Permis de construire et mise en chantier en février
Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en mars
Prix des importations en février

**14h15 en zone euro**
Décision de politique monétaire de la BCE

**15h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de gaz